



Paris, le 23 février 2010

Communiqué du Bureau national

Pour répondre aux violences en milieu scolaire, il faut une vraie politique éducative

Depuis le début de l'année, de graves incidents ont mis en lumière la violence à laquelle sont confrontés les élèves et les personnels éducatifs, et plus généralement, le malaise croissant au sein de l'Education nationale. Ils ne doivent être ni banalisés ni instrumentalisés.

Face à une situation qui révèle de réels besoins en matière de sécurité – c'est-à-dire des moyens humains pérennes, formés pour remplir leur mission, disponibles pour assurer un suivi attentif des élèves les plus en difficulté, lutter contre le décrochage scolaire et prévenir les comportements violents –, la droite se contente d'effets d'annonce, des coups de menton et des promesses de sanctuarisation inapplicables qui ne répondent en rien à ce qui fait le quotidien de la violence scolaire.

Ces violences touchent d'abord les établissements les plus fragiles. 10 % des établissements concentrent 50% incidents recensés en milieu scolaire : c'est évidemment le résultat de la ghettoïsation des établissements les plus difficiles. Un phénomène aggravé par la suppression de la carte scolaire qui se traduit par une ségrégation sociale et scolaire accrue et par le choix fait par la droite de favoriser l'enseignement privé (loi Carle de septembre 2009, suppressions de postes plus nombreuses dans le public que dans le privé, plan « Espoir banlieues » qui prévoit la création de classes de l'enseignement privé dans les quartiers...).

La droite cherche, en plus, à se défausser de son échec sur les régions, qui ont pourtant investi massivement pour rénover plus de la moitié des lycées en France. L'annonce des Etats généraux sur la sécurité ne masque pas la réalité de sa politique qui prive les établissements des moyens d'intervenir en amont pour prévenir la violence.

Le Parti socialiste ne peut se satisfaire d'une politique éducative qui a pour seule ambition d'extraire « pour l'exemple » les meilleurs élèves des milieux défavorisés en laissant dépérir tous les établissements qui concentrent les difficultés sociales et scolaires. Il souhaite ouvrir le chantier d'une rénovation en profondeur de l'Education nationale. Il faut d'abord arrêter la casse. Le Parti socialiste réclame :

- l'arrêt immédiat des suppressions de poste et le recrutement, de toute urgence de surveillants et de personnels formés ;
- la suspension de la réforme de la formation des enseignants ;
- la revalorisation du métier d'enseignant, indispensable à l'exercice de l'autorité (prise en compte du niveau master dans les rémunérations actuelles, plan de titularisation des personnels précaires, réévaluation des missions et du statut des professeurs remplaçants de l'éducation nationale (TZR) qui connaissent aujourd'hui une dégradation sans précédent de leurs conditions de travail) ;
- l'attribution de bourses aux étudiants s'engageant dans la voie de l'enseignement pour renforcer l'attractivité de ces filières.

.../...

Le Parti socialiste appelle à la mise en place d'un plan ambitieux de lutte contre la principale source de la violence : le décrochage scolaire (renforcement des ZEP, diminution du nombre d'élèves par classe, promotion des expériences innovantes, soutien des familles en difficultés, mixité sociale).

Le Parti socialiste souhaite également l'ouverture d'un vaste chantier d'amélioration des méthodes pédagogiques, avec l'ensemble des acteurs concernés, afin d'inventer l'école de demain.